

étudiant jusqu'à quel point tout système que nous pourrions proposer affectera non-seulement le commerce de Québec et d'Ontario, mais encore les intérêts particuliers de chacune des provinces. Il est donc nécessaire de considérer la question en vue du développement du commerce qui, dans le cas particulier d'Ontario, augmente parfois la circulation du pays.

La plus forte circulation de ces cinq banques d'Ontario était, au mois d'octobre de l'année dernière, de.....\$6,883,370
 20 pour cent de réserve sur ce montant, soit..... 1,376,674
 $\frac{1}{4}$ des dépôts remboursables à demande..... 567,186

Total....\$8,827,230
 Espèces en caisse.....\$4,013,468
 Bons du gouvernement en caisse (mars 1869)..... 1,096,373

Différence que la banque devra se procurer à l'égard de la ————
 plus forte circulation.....\$3,717,389
 Ce qui représente 7.730 pour cent de la plus forte circulation (\$6,883,370) par année, pendant sept ans, et 2.988 pour cent par année, durant la même période, des plus forts escomptes (\$17,771,227.)

Maintenant, M. l'Orateur, si ces chiffres sont exacts, personne ne prétendra, je pense, que cette opération graduelle du système entravera inutilement les banques dans leurs rapports avec le public.

Jusqu'à présent j'ai examiné la question en supposant les circonstances les plus défavorables au gouvernement, comme s'il ne devait pas y avoir d'accroissement dans le capital des banques, ni d'accroissement des dépôts. Mais nous pouvons présumer que les besoins commerciaux du pays augmenteront, et qu'il en résultera une demande plus considérable d'escomptes; et si le développement du commerce donne aux banques une rémunération raisonnable, je suis convaincu que le capital additionnel nécessaire en pareil cas ne leur fera point défaut.

Voyons ce qui a lieu durant la présente session. Ne nous a-t-on pas soumis des bills demandant de nouvelles incorporations, d'autres demandant une augmentation du capital de banques déjà établies, et tous ces bills n'ont-ils pas pour but de satisfaire aux besoins croissants du public? On admettra, je pense, que la faculté qu'ont les banques de répondre aux besoins commerciaux du pays, dépend moins du chiffre de leur circulation que du montant de leur capital et de leurs dépôts.

Je ferai voir maintenant l'accroissement considérable qui a eu lieu dans le capital des banques, et particulièrement dans les dépôts depuis quelques années, comparé à la circulation. Depuis le mois de mars 1862, époque à laquelle nous avons commencé à avoir des statistiques exactes, jusqu'au mois de mars 1869, soit une période de sept ans,—la circulation de nos banques n'a augmenté que de 6 pour cent, tandis que le capital s'est accru de 9 pour cent et les dépôts de 90 pour cent. Maintenant, si l'on considère les facilités toujours croissantes qu'offrent nos chemins de fer pour répandre la circulation sur les points où elle est requise, on admettra que la circulation n'augmentera pas probablement